

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 15/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LA COMPAGNIE EOLIENNE DU PAYS DE ROMANS**

Communauté d'agglo du Pays de Romans  
13-15 rue René Réaumur BP96  
26100 Romans-Sur-Isère

Références : 20250515-RAP-DAEN0620  
Code AIOT : 0006112596

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement LA COMPAGNIE EOLIENNE DU PAYS DE ROMANS implanté Forêt de Thivolet - Montmiral 26750 Montmiral. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA COMPAGNIE EOLIENNE DU PAYS DE ROMANS
- Forêt de Thivolet - Montmiral 26750 Montmiral
- Code AIOT : 0006112596
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PC : un permis de construire en date du 27 avril 2011  
8 éoliennes  
2 postes de livraison  
Mise en service : septembre 2018  
Opérateur : Compagnie éolienne du Pays de Romans  
Puissance : 24 MW - 8 éoliennes de 3 MW unitaire  
Fournisseur : VESTAS

	Parc
Modèle	VESTAS V110
Hauteur en bout de pôle	150
Hauteur de moyeu (m)	95
Longueur pôle (m)	54
Diamètre du rotor (m)	110
Puissance totale	8 x 2,2 MW =17,6 MW
Nombre de postes de livraison	2

**Thèmes de l'inspection :**

- Biodiversité
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Transmission des suivis environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 II.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Identification, prescription pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 5.2	Sans objet
6	Accès aux équipements	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Propreté aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Essais d'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
10	Mise en arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
11	Lutte et prévention incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection permet de mettre en évidence que le parc est suivi de manière régulière.

Les écarts suivants à la réglementation sont identifiés et à lever :

- des suites sont à donner aux recommandations faites par le bureau d'études lors du suivi de mortalité 2023 ;
- les futurs suivis environnementaux doivent être transmis à l'inspection au plus tard dans les 6 mois après la dernière prospection ;
- le panneautage ICPE informant les tiers des dangers doit être repris (un panneau est à terre) ;
- Il convient de terrasser les abords de l'éolienne E1 pour drainer l'eau stagnante qui inonde le pied de mât de cette éolienne E1 lors de fortes pluies ;

Des observations sont faites :

- Concernant l'éolienne E7 il convient de remplacer un capuchon qui est abîmé et laisse apparaître une partie du boulon à protéger de la corrosion.
- La résine de la fondation E7 commence à se détériorer légèrement. Il convient de le relever dans le planning classique de maintenance de l'éolienne.
- le numéro d'urgence de l'exploitant doit être rajouté sur les panneaux réglementaires ICPE.

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant :

- 1) d'évaluer, en lien avec son bureau d'étude, les différents scénarios de bridage espèce par espèce, pour voir notamment comment les noctules sont actuellement couvertes et quel bridage permettrait de les couvrir au mieux.
- 2) de se positionner sur un pattern de bridage parmi ceux évalués, et en maximisant le bridage sur les noctules, en argumentant le cas échéant sa position sur la perte en productible occasionnée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration OREOL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :  - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;  - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;  - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;  - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;  - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;  - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.  Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
<b>Constats :</b>  La déclaration OREOL a été publiée par l'exploitant. L'inspection n'a pas de remarques à ce stade.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a bien fourni une garantie financière actualisée prenant effet le 01/07/2023 et expirant le 30/06/2028.  <u>Remarques de l'inspection :</u>  Nous vous invitons, comme vous avez pu le faire par le passé, à faire courir la future nouvelle garantie pour une durée de 5 ans (délai réglementaire de réactualisation), ce qui est plus facile à suivre administrativement pour chacune de nos entités.  Vous voudrez bien adresser votre futur renouvellement de garantie au moins trois mois avant la date d'échéance soit avant le 30/03/2028.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.  Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.  Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.  Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.

Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]

### **Constats :**

Des suivis environnementaux de mortalité avifaune et chiroptères ont été menés en 2019, 2021 et 2023.

Un bridage en faveur des chiroptères s'est avéré nécessaire dès le premier suivi pour ce parc éolien.

Lors du contrôle il a été vérifié que le dernier suivi de 2023 respectait bien le protocole national reconnu de 2018.

Le rapport de suivi présente bien une caractérisation de la mortalité des espèces.

### **Chiroptères :**

1. 2 cas de mortalité découverts en 2023,
2. 2 espèces différentes impactées avec : une Sérotine bicolore (aucun statut régional ni national, en préoccupation mineure à l'échelle de l'Europe) et une Noctule de Leisler (quasi menacée),
3. Un taux de mortalité estimé entre 2,48 et 3,22 cas/éolienne/an,

### **Oiseaux :**

1. 1 cadavre d'oiseaux découvert en 2023,
2. 1 espèce impactée : la Buse variable (quasi menacée à l'échelle régionale en tant qu'individu nicheur),
3. Un taux de mortalité estimé entre 1,06 et 1,51 cas/éolienne/an,

Les données du suivi ont été versées sur DEPOBIO.

Le suivi de 2023 a permis de vérifier l'efficacité du pattern de bridage chiroptères. Le bureau d'étude recommande de reconduire la régulation en place. Les éoliennes sont bridées de manière à éviter 95 % de l'activité des chiroptères. Un sondage a été réalisé sur le mois de juin 2024, les éoliennes s'arrêtent bien si les critères de vent et de températures sont rencontrés de nuit .

Il est demandé à l'exploitant :

- 1) d'évaluer, en lien avec son bureau d'étude, les différents scénarios de bridage espèce par espèce, pour voir notamment comment les noctules sont actuellement couvertes et quel bridage permettrait de les couvrir au mieux.
- 2) de se positionner sur un pattern de bridage parmi ceux évalués, et en maximisant le bridage sur les noctules, en argumentant le cas échéant sa position sur la perte en productible occasionnée.

Le bureau d'études recommande de bien vérifier avec le turbinier l'opérationnalité du bridage en machine. L'exploitant s'assurera pendant toute la période de bridage, que la régulation est correctement mise en œuvre et opérationnelle selon les termes définis. Cette vérification régulière pourra se faire selon des moyens internes ou par l'utilisation de Probat-inspector par exemple.

<p>Le bureau d'études a également recommandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des éléments concernant l'ouverture du milieu sous les éoliennes ;</li> <li>- de ne pas encourager l'installation des chiroptères au niveau des aménagements (dans les nacelles ou les postes de livraison) ;</li> <li>- de veiller à l'absence d'éclairage du parc ;</li> <li>- de limiter la fréquentation des chauves-souris et des oiseaux autour des éoliennes. Notamment des points d'eaux stagnantes sont indiquées dans le rapport qu'il convient de traiter. Un point d'eau important a été constaté sur site au niveau de l'éolienne E1.</li> <li>- de débroussailler sur 50 mètres autour des mats.</li> </ul> <p>L'exploitant indiquera les suites qu'il va donner aux recommandations du bureau d'études et aux constatations de l'inspection <b>sous 1 mois</b>.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure qui précise les démarches à suivre lorsqu'un cadavre d'une espèce protégée est découvert.</p> <p>La procédure précise que l'exploitant doit informer la DREAL dans les meilleurs détails en cas de découverte d'un cadavre d'une espèce menacée (ou mortalité massive).</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que désormais les suivis environnementaux permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères doivent être réalisés à minima tous les 10 ans d'exploitation (sauf s'il est mis en évidence un impact significatif entre-temps). Ainsi le prochain suivi « décennal » est à réaliser à partir de septembre 2028 pour ce parc.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Transmission des suivis environnementaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des suivis environnementaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;</li> <li>[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a envoyé le dernier suivi mortalité plus de 10 mois après la dernière campagne de prospection. Il convient de le faire au plus tard dans les 6 mois pour les prochains suivis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 5 : Accès au site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu.  Il convient de terrasser les abords de l'éolienne E1 pour drainer l'eau stagnante qui inonde le pied de mât de cette éolienne E1 lors de fortes pluies.  Concernant l'éolienne E7 il convient de remplacer un capuchon qui est abîmé et laisse apparaître une partie du boulon à protéger de la corrosion.  La résine de la fondation E7 commence à se détériorer légèrement. Il convient de le relever dans le planning classique de maintenance de l'éolienne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Accès aux équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'éolienne E7 et le poste de livraison à proximité de l'éolienne E6 étaient bien fermés à clé le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Identification, prescription pour les tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification, prescription pour les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :  <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les aérogénérateurs sont identifiés par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât qui permet de faire la corrélation avec la déclaration OREOL.  Concernant les panneaux ICPE informant des dangers, il a été constaté que les panneaux indiqués sur le plan fourni par l'exploitant sont présents sur les accès principaux menant aux éoliennes.  La non-conformité suivante est à traiter :  <ul style="list-style-type: none"><li>- resceller le panneau F à proximité de l'éolienne E3</li></ul> Il a été convenu de manière générale de remettre des étiquettes indiquant le numéro d'urgence permettant de joindre le service d'exploitation pour les nombreux panneaux ICPE où cette information n'est plus lisible.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Propreté aérogénérateur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté aérogénérateur
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'intérieur du pied de mât de l'éolienne E7 était propre, il n'y avait pas de matériaux combustibles ou inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Essais d'arrêt**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essais d'arrêt
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.  - un arrêt ;  - un arrêt d'urgence ;  - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.  Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.  [...]
<b>Constats :</b>  Un échantillonnage a été réalisé. L'éolienne E4 a fait l'objet des essais d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis une simulation de régime de survitesse en mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Mise en arrêt d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en arrêt d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie [...]
<b>Constats :</b>  L'éolienne E7 est équipée de détection de fumées (vu dans le rapport de contrôle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Lutte et prévention incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte et prévention incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  Un extincteur est présent dans le poste de livraison situé à proximité de l'éolienne E6 et un extincteur est présent en pied de mât de l'éolienne E7.  Ils ont été contrôlés il y a moins de 1 an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite